

DÉPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
-----

EXTRAIT  
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal  
-----

Séance ordinaire du VENDREDI 26 MARS 2021

L'an deux mille vingt et un, le vendredi vingt-six mars, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est réuni au Pôle Brassens-Camus sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

Présent·es :

Jean **TOUZEAU** (s'est retiré au moment du vote), Philippe **QUERTINMONT**, Grégoric **FAUCON**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Geoffrey **RUIZ**, Maférima **DIAGNE**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Keziban **YILDIZ**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Tayeb **BARAS**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Marouane **ACHRIT**, Céline **BOUTE**, Nicolas **LE BIGOT**, Julie **RECHAGNEUX**, Serge **BLÜGE**, Richard **UNREIN**, Mathieu **BORDENAVE**, Stéphanie **HARTUNG**, Mónica **CASANOVA**.

Absent·es excusé·es ayant donné procuration :

Yasmina **BOULTAM** (procuration Jean **TOUZEAU**), Jannick **MORA** (procuration Josette **BELLOQ**), Claude **DAMBRINE** (procuration Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**), Marie-José **SALLABER** (procuration Sylvie **JUQUIN**), Gemma **DUFFAU** (procuration Geoffrey **RUIZ**), Levent **OZKAN** (procuration Vincent **COSTE**).

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 29

Nombre de votants : 33

N° 2021/26.03/01

**\* BUDGET PRINCIPAL 2020**

- COMPTE ADMINISTRATIF
- COMPTE DE GESTION
- AFFECTATION DU RÉSULTAT

**\* BUDGET ANNEXE DE L'HÔTEL D'ENTREPRISE 2020**

- COMPTE ADMINISTRATIF
- COMPTE DE GESTION

Monsieur CAMARINHA FÉLIX Valdemar est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**Jean TOUZEAU, maire, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :**

Le Compte Administratif est le document budgétaire annuel ayant pour objet de constater le résultat comptable de l'exercice écoulé, obtenu en faisant la différence entre les recettes réellement encaissées et les dépenses effectivement réalisées en section de Fonctionnement : le surplus ainsi dégagé est affecté pour partie à la couverture du besoin de financement de la section d'Investissement, résultant là aussi de la différence entre les dépenses et les recettes réalisées, et pour partie en report sur l'excédent général de la Ville, qui sera repris en recette au moment du Budget Supplémentaire.

Contrairement au Budget Primitif qui est un acte de prévision et d'autorisation, le Compte Administratif est un acte de constatation et de compte-rendu de l'exécution du Budget. Son exactitude est validée par le Percepteur, qui produit en parallèle le Compte de Gestion, aux résultats identiques.

L'analyse du Compte Administratif 2020 fait ressortir les points essentiels suivants :

**1) EN FONCTIONNEMENT**

La structure de la section de Fonctionnement fait apparaître sur l'exercice comptable 2020 un montant de recettes (35.013.495,45 €) supérieur au montant des dépenses (34.205.626,15 €), générant un résultat d'exercice positif de **807.869,30 €**.

En dépit de conditions d'exécution largement perturbées par le contexte particulier de l'année 2020, avec des mouvements assez erratiques en dépenses (charges nouvelles liées à la crise sanitaire mais aussi sous consommation de crédits) et en recettes (progression de dotations et de fiscalité, mais aussi perte de ressources, notamment sur les régies), le résultat comptable reste finalement très comparable à celui de l'exercice précédent (+ 775.406,65 €).

Voici le détail des évolutions de postes par rapport à 2019 (les chiffres sont arrondis pour simplification de la lecture) :

**A) Les Recettes : + 480.000 €**

1) Les Dotations : + 665.000 €

dont principalement :

\* + 365.000 € de DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) : progression de 3,5 %, fruit de la volonté de péréquation de l'État destinée à soutenir les communes financièrement défavorisées (Lormont occupe le 62<sup>ème</sup> rang des communes les moins favorisées de sa strate au niveau national).

\* + 200.000 € de DPV (Dotation Politique de la Ville) : phénomène de rattrapage après la division par deux de la dotation en 2019.

\* + 145.000 € de dotation de l'État au titre de la Cité Éducative : 230.000 € encaissés cette année, qui font suite aux 85.000 € du fonds d'amorçage l'année dernière.

\* - 70.000 € de DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) : cette baisse provient de l'impact du prélèvement opéré par l'État au titre de la contribution au financement de la péréquation nationale et de la quasi stagnation du nombre d'habitants en 2020 (+ 75 habitants).

## 2) La Fiscalité : + 280.000 €

\* + 270.000 € de produit direct TH et TF (Taxe d'Habitation et Taxe Foncière) : cela correspond à une progression de 2,2 %, générée pour 0,9 % par la revalorisation forfaitaire des bases, et pour 1,3 % par l'augmentation physique du nombre de logements.

\* + 60.000 € de Dotation de Solidarité Métropolitaine.

\* - 50.000 € de droits de mutation : c'est une bonne surprise, les experts prédisaient une chute de ces recettes de 20 à 30 % du fait de la crise, la variation n'est que de - 8 % par rapport à 2019, qui était de surcroît une année exceptionnellement haute ; on se situe finalement dans une moyenne très comparable aux années précédentes.

\* de la même façon, les recettes de Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) et de taxe d'électricité sont restées très stables.

## 3) Les produits de gestion : - 400.000 €

\* - 270.000 € sur les régies de recettes : c'est le gros point noir de l'exercice, reflétant l'impact direct de la fermeture ou de l'exercice très réduit des activités municipales habituelles liées aux mesures sanitaires restrictives, avec principalement : - 130.000 € sur la régie Restauration, - 50.000 € sur les accueils périscolaires, - 35.000 € sur l'école de musique, théâtre et danse, - 25.000 € sur la Piscine, - 12.000 € sur les spectacles, - 8.000 € à la Médiathèque, - 5.000 € sur les locations de salles, etc ...

\* - 30.000 € de l'arrêt du loyer sur la structure des Gondoles.

\* - 100.000 € de recettes diverses par rapport à des produits obtenus ponctuellement en 2019 (remboursement d'assurance sinistre Salle des Familles notamment).

4) Les produits exceptionnels : - 65.000 €

En diminution, sachant qu'il y avait eu en 2019 une recette exceptionnelle liée à l'application de pénalités sur le marché de désamiantage et démolition du site Montaigne.

## **B) Les Dépenses : + 450.000 €**

1) Les Fournitures et Prestations : - 350.000 €

Ce bilan du chapitre 011 est obtenu après constatation de charges nouvelles mais aussi et surtout d'économies dues à des sous consommations importantes dans certains domaines.

D'un côté + **365.000 € de dépenses nouvelles**, concentrées essentiellement sur les 155.000 € de frais sanitaires (masques, produits d'entretien, matériel de protection), les 115.000 € de charge du nouveau loyer pour les locaux abritant la Direction des Services Techniques et de l'Urbanisme au sein du Pôle Territorial Rive Droite et les 95.000 € de dépenses portées pour le compte du Groupement d'Intérêt Public-Grand Projet des Villes (GIP-GPV) au titre de la manifestation PanOramas.

D'un autre côté - **715 000 € d'économies**, dues pour :

\* - 220.000 € d'annulation de manifestations et spectacles culturels (dont les Foulées Littéraires).

\* - 120.000 € d'annulation de manifestations publiques et protocolaires (14 juillet, fête de l'aloise, Bucoliques, dimanches sans voitures, ...).

\* - 60.000 € d'actions jeunesse et sport (dont Money Time).

\* - 50.000 € de denrées alimentaires pour la cuisine centrale.

\* - 40.000 € de prestations Temps d'Activités Périscolaires (TAP).

\* - 40.000 € d'actions de communication événementielle.

\* - 30.000 € d'actions de formation.

\* - 155.000 € de frais généraux minorés par le confinement puis le ralentissement d'activités (transports scolaires, carburant, logistique, affranchissement, ...).

2) Le Personnel : + 620.000 €

Cette progression du chapitre 012 de + 3,5 % est certes en recul par rapport aux évolutions des deux exercices précédents (+ 4,4 % en 2018 et + 4,9 % en 2019), mais reste une composante forte de l'augmentation des dépenses de fonctionnement.

En 2020, les 2/3 de la progression sont à imputer au secteur Scolaire : achèvement de l'application du RIFSEEP (nouveau régime indemnitaire), mesures de revalorisation du PPCR (Plan Parcours Carrières et Rémunérations), gestion d'un absentéisme structurel toujours important, aggravé par la situation sanitaire qui a engendré des absences et aussi conduit à renforcer en personnel pour l'application des protocoles sanitaires. Les autres secteurs priorités en terme d'effort budgétaire ont été la sécurité et la tranquillité publique (police municipale), le service de l'État Civil, les moyens humains alloués à la Cité Éducative et à la Jeunesse (opération Bel été).

3) Les Subventions et Participations : + 100.000 €

Cette augmentation s'explique essentiellement par la progression des subventions d'équilibre au CCAS (+ 100.000 €) et au SIVU (+ 65.000 €), atténuée par quelques subventions en baisse, notamment celle à DIDÉE, qui avait bénéficié en 2019 de 52.000 € d'aide exceptionnelle non reconduite en 2020 (35.000 € d'aide à l'équilibre et 17.000 € d'aide à l'équipement).

4) Les Frais financiers : - 36.000 €

Cette baisse tient au fait qu'aucun emprunt nouveau n'a été contracté, et au profil d'amortissement de la dette existante, qui fait qu'à annuité constante de remboursement, la part intérêts (en dépenses de fonctionnement) diminue et la part capital (en dépenses d'investissement) augmente dans le temps.

5) L'attribution de compensation : + 36.000 €

Elle a augmenté en 2020, du fait du transfert réglementaire de la compétence gestion de la politique de la ville de la commune vers Bordeaux Métropole.

6) Les opérations d'ordre : + 80.000 €

Cette charge correspond à la requalification comptable des dépenses de l'étude d'aménagement du pôle gérontologie en section de Fonctionnement, mais qui génère parallèlement une recette en section d'Investissement.

**Au final, l'excédent dégagé sur l'exercice 2020 se monte exactement à 807.869,30 €, qui ajouté à l'excédent antérieur de 4.558.255,40 €, constitue une épargne globale de 5.366.124,70 € potentiellement disponible pour autofinancer le besoin d'investissement.**

## **2) EN INVESTISSEMENT**

Contrairement à la section de Fonctionnement, il est normal que la section d'Investissement fasse apparaître un déficit d'exercice, qui doit alors logiquement être couvert par la capacité d'autofinancement de la Ville, celle-ci provenant principalement de l'excédent dégagé sur le Fonctionnement de l'exercice, et complémentirement par un éventuel appel à une partie de la réserve budgétaire globale constituée des excédents antérieurs.

Sur l'exercice 2020, le besoin de financement de la section d'Investissement se monte précisément à **808.497,86 €**, en rappelant que ce besoin est constitué par l'addition de trois composantes comptables :

- > le résultat brut de l'exercice 2020, de + 529.191,82 €,
- > le report du résultat d'exercice 2019, de - 1.547.466,59 €,
- > le solde des restes à réaliser de l'exercice 2020, de + 209.776,91 €.

### **A) Le résultat brut de l'exercice 2020**

Le résultat de + **529.191,82 €** provient de la différence entre des dépenses de 5.175.849,04 € et des recettes (avant autofinancement) de 5.705.040,86 €.

#### **1) Les dépenses : 5.175.849 €**

Il faut distinguer les opérations réelles (dépenses effectivement constatées en trésorerie) des opérations d'ordre (mouvements d'écritures équilibrés par des recettes correspondantes, traduisant les opérations d'amortissement ou de refinancement).

##### **a) Les opérations réelles : 4.943.072 €**

En premier lieu les dépenses obligatoires de remboursement du capital des emprunts (la partie remboursement des intérêts est supportée en section de fonctionnement), pour 1.709.902 €.

En second lieu les dépenses réelles d'investissement, pour 3.233.170 €, concentrées principalement sur :

- L'aménagement du Fil Vert (550.000 €).
- Le gros entretien du Patrimoine communal bâti, notamment la reconstruction de la Salle des Familles et la poursuite des aménagements d'accessibilité handicapés (550.000 €).
- Le gros entretien des bâtiments scolaires, en particulier travaux sur toiture et clôture Romain Rolland, installation self au Grand Tressan (170.000 €).
- Les travaux sur le réseau d'éclairage public (270.000 €).
- Le mobilier urbain (220.000 €).
- Les plantations et aménagements des terrains (150.000 €).
- Les travaux de voirie (100.000 €).
- L'équipement en vidéoprotection (220.000 €).
- L'équipement informatique (220.000 €).
- L'équipement en matériel divers pour les services, dont véhicules (250.000 €).
- Les subventions aux travaux dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (160.000 €).
- Les études diverses, en particulier les études urbaines de Carriet et l'AMO piscine (100.000 €).
- L'attribution de compensation versée à Bordeaux Métropole pour les équipements et compétences transférés : propreté, terrains, mobilier urbain, réseaux, halte nautique, maison des sports des iris (200.000 €).

Si le montant des investissements réalisés peut être considéré comme relativement faible (l'un des moins importants de ces dernières années, sachant qu'il n'y a pas eu d'opération majeure en 2020, hormis l'aménagement du Fil Vert), le taux de réalisation est en revanche très satisfaisant : 77 % de paiement effectif par rapport aux crédits votés.

#### b) Les opérations d'ordre : 232.777 €

Elles correspondent principalement à l'écriture de neutralisation de l'amortissement de l'attribution de compensation d'investissement. En effet, l'attribution que verse la Ville à la Métropole pour les investissements que celle-ci réalise au titre des compétences et équipements transférés s'analyse comptablement comme une subvention d'équipement, qui doit donc donner lieu à amortissement en dépense

sur la section de Fonctionnement. Mais afin d'annuler la charge sur la section de Fonctionnement (trop lourde pour certaines communes qui ont beaucoup transféré et qui pèserait trop sur leur capacité d'épargne), il a été décidé que celle-ci serait neutralisée par une recette d'ordre en Fonctionnement et retransférée en charge sur la section d'Investissement.

2) Les Recettes : 5.705.041 €

a) Les recettes réelles : 3.221.657 €

En premier lieu la constatation comptable de l'Autofinancement dégagé en 2019 (l'autofinancement se traduit toujours comptablement avec un décalage d'une année, puisque le résultat comptable de 2019 a été arrêté et voté au moment du compte administratif, en juin 2020, et intégré en recette au budget supplémentaire en octobre 2020) : 1.258.860 €.

En second lieu les Dotations : 1.055.199 €, décomposés en 806.021 € de FCTVA (reversement par l'État de la TVA acquittée sur les investissements réalisés en 2018) et 249.178 € de taxe d'aménagement (reversement par Bordeaux Métropole d'une fraction de la taxe d'aménagement collectée sur le territoire communal, plafonnée à 1/7<sup>ème</sup> du montant des investissements réalisés par la Ville en n-1).

En troisième lieu les Subventions : 907.598 €, au rang desquelles principalement :

→ 275.000 € de l'État via la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (sur les opérations modulaires scolaires, salle de gymnastique, accessibilité bâtiments),

→ 176.000 € de FEDER (Fil Vert),

→ 123.000 € du Département (Fil Vert et Fonds d'Aide à l'Équipement des Communes),

→ 100.000 € du Centre National du Sport (Salle de Gymnastique),

→ 135.000 € de Domofrance et Bordeaux Métropole (études urbaines Carriet),

→ 86.000 € du Fonds d'Intervention pour la Prévention de la Délinquance (Vidéoprotection).

Emprunt : nul, pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive, traduisant le fait que la Ville parvient pour le moment à financer intégralement ses investissements par Autofinancement, Dotations et Subventions.



**b) Les recettes d'ordre : 2.483.384 €**

Ces recettes d'ordre, qui trouvent leur pendant exact en dépenses d'ordre de fonctionnement, concernent principalement les opérations de couverture du refinancement des emprunts structurés opéré en 2016 (1.450.000 €) et les écritures d'amortissement annuelles des acquisitions de mobilier et de matériel (750.000 €) et de l'attribution de compensation d'investissement à la Métropole précédemment évoquée (202.000 €).

**B) La reprise du résultat reporté des exercices antérieurs**

Contrairement à la section de Fonctionnement où le résultat reporté des exercices antérieurs est naturellement positif, puisqu'il constitue la réserve budgétaire de la Ville et en même temps son fonds de roulement en trésorerie (environ 4.560.000 €), le résultat reporté d'Investissement est quant à lui logiquement négatif, puisqu'il traduit justement le besoin de financement qui a vocation à être couvert par l'Autofinancement.

Fin 2019, ce résultat reporté se montait ainsi à - 1.547.466,59 €.

Le besoin de financement brut de l'exercice 2020 serait ainsi de + 529.191,82 € (résultat d'exercice 2020) - 1.547.466,59 € (résultat reporté) = - 1.018.274,77 €.

**C) La prise en compte des reports de 2020 sur 2021**

Dernier ensemble d'éléments à considérer pour aboutir au besoin de financement net : la prise en compte des dépenses et des recettes engagées sur les crédits votés de l'exercice 2020, mais qui ne se réaliseront comptablement que sur l'exercice 2021.

A ce titre, seule l'opération du Fil Vert est concernée : du côté des dépenses par le report du solde des derniers décomptes définitifs des entreprises (pour 46.717,54 €) et du côté des recettes par le report des soldes de subventions à percevoir (203.994,45 € de Fonds Européen de Développement Régional et 52.500 € du Département, soit 256.494,45 €).

Ce qui donne un solde net de report de 256.494,45 € de recettes - 46.717,54 € de dépenses = 209.776,91 €.

Ce montant positif de 209.776,91 € vient atténuer le besoin de financement brut de - 1.018.274,77 €, pour l'arrêter à - 808.497,86 €.

Et comme le résultat comptable de la section de Fonctionnement se monte à 807.869,30 €, la quasi totalité du besoin de financement en Investissement est couverte par l'épargne dégagée en 2020, la petite différence de 628,56 € étant prélevée sur la réserve budgétaire de 4.558.255,40 €, pour la stabiliser à 4.557.626,84 €.

### 3) L'AFFECTATION DU RÉSULTAT

La constatation des résultats comptables de la section de Fonctionnement et d'Investissement, détaillés ci-dessus, doit conduire à une décision d'affectation du résultat, qui se présente précisément ainsi :

|                              |                 |
|------------------------------|-----------------|
| Recettes de Fonctionnement   | 35.013.495,45 € |
| - Dépenses de Fonctionnement | 34.205.626,15 € |
| = Résultat d'exercice 2020   | 807.869,30 €    |
| + Excédent reporté 2019      | 4.558.255,40 €  |
| = Excédent 2020              | 5.366.124,70 €  |

|                              |                  |
|------------------------------|------------------|
| Recettes d'Investissement    | 5.705.040,86 €   |
| - Dépenses d'Investissement  | 5.175.849,04 €   |
| = Résultat d'exercice 2020   | 529.191,82 €     |
| + Déficit reporté 2019       | - 1.547.466,59 € |
| = Déficit 2020               | - 1.018.274,77 € |
| - Restes à réaliser Dépenses | 46.717,54 €      |
| + Restes à réaliser Recettes | 256.494,45 €     |
| = Déficit réel 2020          | - 808.497,86 €   |

En conséquence, il est proposé d'affecter l'excédent de Fonctionnement 2020 de 5.366.124,70 € ainsi :

\* couverture du besoin de financement en Investissement : 808.497,86 €  
 \* mise en réserve en excédent de Fonctionnement : 4.557.626,84 €.

Par ailleurs, le budget annexe de l'Hôtel d'entreprises (qui comptabilise en dépenses la charge du crédit bail de sa construction et en recette le loyer appelé auprès du gestionnaire de la structure Domofrance) s'équilibre en 2020 en recettes et en dépenses à 55.911,80 € HT.

**Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :**

**La Ville de Lormont,**

**Vu** l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales qui stipule :  
« l'arrêté des comptes de la commune est constitué par le vote du conseil municipal sur le Compte Administratif présenté par le maire après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, du Compte de Gestion établi par le Comptable. Le vote du conseil municipal doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice » ;

**Entendu le rapport de présentation,**

**Considérant** les résultats du Compte Administratif 2020 en tout point conforme avec les résultats du Compte de Gestion 2020 établi par le Comptable :

|                              |                 |
|------------------------------|-----------------|
| Recettes de Fonctionnement   | 35.013.495,45 € |
| - Dépenses de Fonctionnement | 34.205.626,15 € |
| = Résultat d'exercice 2020   | 807.869,30 €    |
| + Excédent reporté 2019      | 4.558.255,40 €  |
| = Excédent 2020              | 5.366.124,70 €  |

|                              |                  |
|------------------------------|------------------|
| Recettes d'Investissement    | 5.705.040,86 €   |
| - Dépenses d'Investissement  | 5.175.849,04 €   |
| = Résultat d'exercice 2020   | 529.191,82 €     |
| + Déficit reporté 2019       | - 1.547.466,59 € |
| = Déficit 2020               | - 1.018.274,77 € |
| - Restes à réaliser Dépenses | 46.717,54 €      |
| + Restes à réaliser Recettes | 256.494,45 €     |
| = Déficit réel 2020          | - 808.497,86 €   |

**Considérant** qu'il s'agit d'affecter le résultat cumulé de Fonctionnement pour partie à la couverture du besoin de financement constaté en Investissement et pour partie en report à nouveau en Fonctionnement :

Il est proposé d'affecter l'excédent de Fonctionnement 2020 de 5.366.124,70 € ainsi :

\* couverture du besoin de financement en Investissement : 808.497,86 €  
\* mise en réserve en excédent de Fonctionnement : 4.557.626,84 €.

**Considérant** par ailleurs, le budget annexe de l'Hôtel d'entreprises s'équilibre en 2020 en recettes et en dépenses à 55.911,80 € HT.

Monsieur le maire s'étant retiré au moment du vote, sous la présidence de Monsieur Philippe QUERTINMONT l'assemblée :

## **DÉCIDE**

### **Article 1 :**

d'approuver le Compte Administratif 2020 de la Ville :

#### **VOTE :**

##### **POUR :**

27 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

##### **CONTRE :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

##### **ABSTENTION :**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

### **Article 2 :**

d'approuver le Compte de Gestion 2020 de la Ville :

#### **VOTE :**

##### **POUR :**

27 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

##### **CONTRE :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

##### **ABSTENTION :**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

### **Article 3 :**

d'approuver l'Affectation du Résultat 2020 de la Ville :

|   |                 |
|---|-----------------|
| * couverture du besoin de financement en Investissement : | 808.497,86 €    |
| * mise en réserve en excédent de Fonctionnement :         | 4.557.626,84 €. |

#### **VOTE :**

##### **POUR :**

27 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

##### **CONTRE :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

##### **ABSTENTION :**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

**Article 4 :**

d'approuver le Compte Administratif 2020 du budget annexe de l'Hôtel d'Entreprises :

**VOTE :**

**POUR :**

27 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

**CONTRE :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

**ABSTENTION :**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

**Article 5 :**

d'approuver le Compte de Gestion 2020 du budget annexe de l'Hôtel d'Entreprises :

**VOTE :**

**POUR :**

27 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

**CONTRE :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

**ABSTENTION :**

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

*Le maire, Jean TOUZEAU :*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 29 mars 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,  
Jean TOUZEAU**